

# La sécurité en eau est essentielle au développement :

## Réflexions sur les partenariats africains en action

### Œuvrer ensemble pour une planification plus sûre de la gestion de l'eau

Partout dans le monde, les ressources en eau, vitales, sont un sujet d'inquiétude, justifiant le besoin urgent d'améliorer les politiques de gestion de l'eau. Il est impératif que les décideurs fassent en sorte que les ressources en eau soient utilisées pour assurer la survie et le développement économique des populations les plus démunies.

Au cours des cinq dernières années, 13 pays africains ont pris activement part à un programme du GWP (Global Water Partnership – Partenariat mondial de l'eau), accomplissant de remarquables progrès sur le plan de la sécurité en eau, en menant des actions comme le développement de plans GIRE nationaux et l'intégration de l'eau aux stratégies de réduction de la pauvreté, et en mettant sur pied des dispositifs financiers visant à soutenir le développement de l'eau.

Ce sont ces actions qui ont prouvé la valeur des partenariats d'acteurs pour la planification de la gestion de l'eau ainsi que pour les actions en faveur du développement de manière générale. Dans les paragraphes suivants, nous présentons sous forme récapitulative les recommandations politiques formulées, les grandes réalisations accomplies et les principales leçons acquises dans le cadre de ces actions.

La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est un processus qui promeut la gestion et le développement coordonnés de l'eau, des terres et des ressources connexes, afin d'optimiser le bien-être économique et social sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux et de l'environnement.

## Le programme de planification de la GIRE en Afrique

Le programme concerne 13 pays, situés dans 4 régions d'Afrique : l'Afrique centrale (Cameroun), l'Afrique de l'est (Burundi, Érythrée, Éthiopie et Kenya), l'Afrique australe (Malawi, Mozambique, Swaziland et Zambie) et l'Afrique de l'ouest (Bénin, Cap-Vert, Mali et Sénégal).

L'objectif de ce programme était de contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté, à travers une démarche GIRE et en facilitant quatre principales activités :

- Atteindre les objectifs fixés dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 en vue de la préparation de plans GIRE nationaux
- Développer les partenariats existants, nouveaux et naissants
- Intégrer l'eau aux stratégies de réduction de la pauvreté
- Mieux comprendre et faciliter l'accès à une plus large gamme d'instruments financiers.

## Récapitulatif des principales réalisations

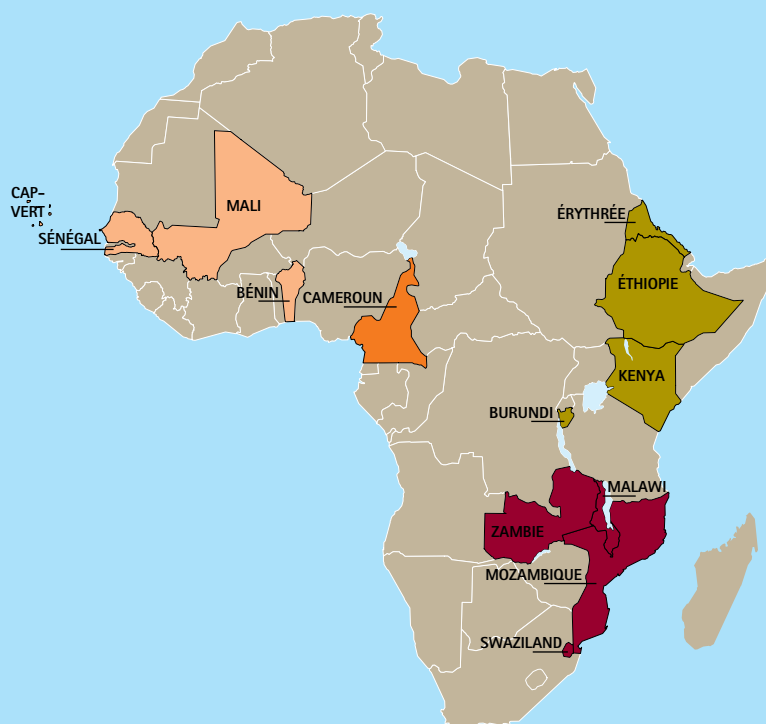
Le programme de planification de la GIRE a permis à un grand nombre de parties prenantes de s'exprimer et de définir des actions visant à améliorer la gestion de l'eau pour les besoins du développement. À l'heure actuelle, chaque pays participant jouit d'un environnement considérablement amélioré, favorable à la sécurité en eau. Par ailleurs, des plans GIRE nationaux ont été finalisés et adoptés par les gouvernements de sept pays et, à l'heure qui est, cinq autres plans sont sur le point d'être approuvés ou à un stade très avancé de développement. Nous savons – preuves à l'appui – que certains pays ont déjà commencé la mise en oeuvre de leur plan GIRE.

La GIRE a été intégrée aux plans de développement nationaux et aux stratégies de réduction de la pauvreté au Bénin, au Malawi, au Mali et en Zambie, tandis que le Bénin, l'Érythrée, le Swaziland et la Zambie ont rédigé ou mis à jour leur politique de l'eau. Mais ce n'est pas tout : le Bénin a déposé un avant-projet amélioré de loi sur l'eau, le Cap-Vert a développé un nouveau cadre juridique pour l'administration des ressources en eau et l'Érythrée a mis en place des lignes directrices concernant la qualité de l'eau ainsi que des réglementations sur l'utilisation de l'eau.

## Recommandations politiques

Il est souhaitable que les approches intégrées de la gestion de l'eau et que toute autre intervention de développement :

1. Soient réalisées dans le cadre plus général du processus national de planification du développement. Il est important que la coordination intersectorielle et la responsabilité de l'intégration soient solidement rattachées à une institution gouvernementale ayant la possibilité d'influencer et de mobiliser d'autres secteurs. Les hauts organismes gouvernementaux de haut niveau – ministères des finances et de la planification économique, conseil des ministres, cabinet du premier ministre ou du vice-président – sont des instances très bien positionnées pour faciliter le processus d'intégration.
2. S'alignent sur les processus de développement nationaux prioritaires qui bénéficient d'un soutien des différents acteurs et secteurs, même s'ils n'appartiennent pas au secteur de l'eau.
3. Soient souples, réalistes et structurées, se présentant sous la forme d'un processus continu plutôt que d'un ensemble de projets individuels.



4. Tiennent compte des différences entre pays et acceptent les variations en termes de champ d'intervention et de budget selon le contexte de développement du pays.
5. Intègrent l'adaptation aux changements climatiques, liée à l'eau, aux plans de gestion des ressources en eau, au lieu de la traiter comme un sujet séparé, afin d'éviter toute duplication et fragmentation. D'autre part, il est essentiel de renforcer les capacités des institutions locales à traiter l'adaptation aux changements climatiques comme élément du programme de sécurité en eau, dans le cadre des processus de planification du développement et des prises de décision associées, conformément aux priorités du développement national.
6. Définissent des arguments économiques appuyant le financement de la gestion des ressources en eau. Précisons aussi qu'il est capital d'examiner les possibilités d'accès aux fonds pour l'adaptation pour pouvoir financer la gestion des ressources en eau.

La plupart des pays ont défini des rôles institutionnels et des dispositions de coordination améliorées. Ils ont également optimisé la capacité de gestion de l'eau, avec pour résultat une meilleure perception de la situation des ressources en eau et des contraintes qu'elles imposent sur le développement national.

Le financement de l'eau a également été amélioré, des ressources financières ayant été débloquées auprès de sources locales et internationales. Citons en exemple le Bénin, à qui les Pays-Bas ont octroyé 1,6 million d'euros et la contribution (de la part de plusieurs donateurs) d'un montant de presque 20 millions d'euros en faveur du plan GIRE du Mali. Le financement du secteur de l'eau national a été accru, selon les estimations, de 64 pour cent par le Trésor du Malawi au cours de l'année financière de 2005/06. La Stratégie d'assistance conjointe de la Banque mondiale pour l'eau, en Zambie, a été instaurée dans le but d'appuyer la mise en œuvre des projets du plan GIRE. Le Gouvernement de la Zambie s'inspire du plan GIRE pour la préparation et l'affectation des budgets annuels destinés aux programmes relatifs à l'eau.

***“Pour révélateurs que puissent être la mise au point d'un nombre aussi élevé de plans nationaux et les conséquences immédiates de leur exécution, le vrai succès du programme GIRE réside dans la manière dont il s'est déroulé.”***

Le programme a par ailleurs contribué à améliorer les moyens de subsistance des populations, en renforçant la sécurité en eau au niveau local. L'accès à l'eau de 200 000 habitants de la troisième plus grande ville du Bénin a été sécurisé et, au Swaziland, 9 600 habitants ont pu accéder à de l'eau propre. De surcroît, dans le bassin fluvial de Berki en Ethiopie, les conflits liés à l'eau ont été résolus, et l'accès à l'eau amélioré.

Pour révélateurs que puissent être la mise au point d'un nombre aussi élevé de plans nationaux et les conséquences immédiates de leur exécution, le vrai succès du programme GIRE réside dans la manière dont il s'est déroulé. En effet, les participants se sont voués corps et âme à la réalisation du processus de planification, tandis que les recours aux consultants externes ont été réduits. Les méthodes de préparation d'ébauches de plans se sont révélées extrêmement différentes les unes des autres, selon les pays, car on a tenté d'associer la planification de la gestion de l'eau à d'autres activités de développement. Ainsi, l'approche de chaque pays donnait un aperçu général de son contexte institutionnel et témoignait d'une appartenance nationale plus solide que les plans précédents, d'influence extérieure.



Ian Cumming/Aviom/Getty Images

Frank Guizou/Getty Images

## Acquis de la planification de la gestion de l'eau : leçons à tirer en matière de développement

Le programme GIRE donne un très bon aperçu des facteurs qui ont contribué au succès des processus de planification. Ces renseignements, que nous livre en fait le secteur de l'eau, s'appliquent tout aussi bien aux processus de développement d'autres secteurs. Nous vous citons, ci-après, les neuf éléments (rassemblés en quatre catégories) considérés essentiels :

### 1. Contexte du développement

- Point d'entrée : un bon point d'entrée dans le contexte de développement national permet d'ajouter de la valeur et de minimiser la duplication des processus.
- Champions : des individus engagés et respectés peuvent faire avancer le processus et accélérer les formalités administratives.

### 2. Feuille de route stratégique

- Intégration aux priorités du développement : toutes les interventions devraient d'abord se concentrer sur les priorités nationales et s'aligner sur les cadres gouvernementaux.
- Accords institutionnels pour les besoins de coordination et le financement : il est important que les processus de gestion s'appuient sur les accords institutionnels déjà en place.
- Rôles et responsabilité : il est bon de convenir dès le départ des rôles et des responsabilités revenant à chaque acteur.

### 3. Assurer la durabilité

- Mémoire institutionnelle : des mesures précises doivent être prises pour éviter une perte de mémoire institutionnelle, avec le temps, au fur et à mesure que les principaux intervenants évoluent.
- Plates-formes de parties prenantes : une plate-forme de parties prenantes, inclusive et neutre, facilite le dialogue dans le cas de questions litigieuses.



Brendan Ryan/Getty Images

### 4. Fonctions de renforcement

- Développement des capacités et gestion du savoir : le fait de développer les capacités de toutes les parties prenantes – en particulier celles des institutions gouvernementales – permet de dynamiser les interventions et d'optimiser la durabilité.
- Communication et plaidoyer : il est essentiel de toujours informer les parties prenantes des objectifs fixés, des progrès accomplis, des défis soulevés et de toutes les éventuelles réalisations.

Malgré les extraordinaires progrès accomplis pour atteindre l'objectif de la sécurité en eau, il reste encore un long chemin à parcourir. Cependant, la mise en œuvre – souhaitable – de ces recommandations politiques et de ces acquis viendront soutenir les efforts futurs visant à améliorer la planification de la gestion des ressources en eau, ainsi que les interventions de développement de manière plus générale. Le GWP aimerait s'inspirer de l'expérience du programme GIRE pour promouvoir les actions en faveur de la sécurité en eau, en encourageant les gouvernements nationaux à incorporer l'adaptation aux changements climatiques aux processus de développement.

Le Partenariat mondial de l'eau (Global Water Partnership, GWP) est une organisation intergouvernementale, constituée d'un réseau de 13 partenariats régionaux de l'eau, de 74 partenariats nationaux de l'eau et de plus de 2 000 organisations partenaires réparties dans 153 pays. Le réseau GWP, dont l'objectif est de bâtir un monde où la sécurité en eau est assurée, est financièrement soutenu par le Canada, le Danemark, la Commission européenne, la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le DGIS (Directorate-General of Development Cooperation) des Pays-Bas et l'Agence canadienne de développement international (CIDA), dans le cadre du Partenariat pour le programme de développement de l'eau en Afrique, ont apporté un soutien supplémentaire aux actions décrites dans le présent document. Le GWP remercie chaleureusement les nombreuses parties prenantes, les Partenaires et les Partenariats régionaux et nationaux de l'eau qui ont contribué aux résultats et à l'acquisition de connaissances découlant de ce processus pluriannuel de planification et de mise en œuvre de la GIRE.

Global Water Partnership  
Secrétariat global  
Drottninggatan 33, SE-111 51 Stockholm, Suède  
[www.globalwaterpartnership.org](http://www.globalwaterpartnership.org), [www.gwptoolbox.org](http://www.gwptoolbox.org)

Mars 2010